

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 39 du 3 septembre 2015

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

Texte 16

CIRCULAIRE N° 340057/DEF/RH-AT/EP/PMF/DS/39

relative au secourisme et au sauvetage au combat dans l'armée de terre.

Du 13 juillet 2015

CIRCULAIRE N° 340057/DEF/RH-AT/EP/PMF/DS/39 relative au secourisme et au sauvetage au combat dans l'armée de terre.

Du 13 juillet 2015

NOR D E F T 1 5 5 1 1 9 6 C

Références :

Décret n° 91-834 du 30 août 1991 (BOC, 1992, p. 2213 ; BOEM 620-3.1.4) modifié.
Instruction n° 1043/DEF/EMA/ORH/OR - n° 151315/DEF/DGGN/SRH du 22 août 2007 (BOC N° 9 du 7 mars 2008, texte 5 ; BOEM 620-3.1.4).

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Textes abrogés :

Circulaire n° 273959/DEF/RH-AT/SDFE/CF/SFD du 14 juillet 2010 (BOC N° 45 du 29 octobre 2010, texte 7 ; BOEM 621-4.4.2.2.2.2).
Circulaire n° 273960/DEF/RH-AT/SDFE/CF/SFD du 14 juillet 2010 (BOC N° 45 du 29 octobre 2010, texte 6 ; BOEM 763.4.2).
Circulaire n° 270493/DEF/RH-AT/SDFE/CF/SFD du 7 février 2012 (BOC N° 28 du 29 juin 2012, texte 8 ; BOEM 771.2).
Circulaire n° 270807/DEF/RH-AT/SDF du 17 mars 2014 (BOC n° 25 du 14 mai 2014, texte 9 ; BOEM 763.2.21.2, 771.1).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 763.4.2

Référence de publication : BOC n° 39 du 3 septembre 2015, texte 16.

Préambule.

La présente circulaire définit la politique et la mise en œuvre du secourisme et du sauvetage au combat de premier niveau dans l'armée de terre.

1. BUTS ET OBJECTIFS.

La prise en charge des urgences repose sur une chaîne cohérente, dont les premiers maillons sont l'alerte et les premiers secours.

Chaque combattant de l'armée de terre doit être apte à prodiguer seul ou en équipe pour certains, les premiers gestes nécessaires à la préservation de la vie d'un blessé.

Cette aptitude repose sur l'acquisition et l'entretien des notions fondamentales des premiers secours et du sauvetage au combat, qui doivent être considérées comme un savoir-faire opérationnel essentiel destiné à sauver des vies humaines et à contribuer à préserver le moral des combattants, en leur donnant l'assurance d'être secourus le plus rapidement possible.

L'enseignement du secourisme et du sauvetage au combat de premier niveau est une activité d'instruction relevant de la responsabilité du commandement à laquelle le service de santé des armées (SSA) apporte son concours. Il doit être intégré au cycle de préparation opérationnelle des unités.

À cet effet, les commandants de formation administrative s'appuient sur leur bureau opérations instruction (BOI) afin d'organiser et de mettre en œuvre la formation au secourisme. Un médecin du centre médical des armées (CMA) désigné par le commandant du centre médical des armées (COMCMA) assure la direction technique de l'équipe pédagogique chargée de l'enseignement du secourisme.

2. LES ACTEURS DU SECOURISME.

2.1. Les acteurs externes au ministère de la défense.

Par le biais de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) et de l'observatoire national du secourisme (ONS), le ministère de l'intérieur définit la réglementation spécifique au secourisme pour l'État français et veille à son application.

Le ministère de l'intérieur s'appuie sur la DGSCGC ainsi que sur les préfetures. Ces dernières habilitent les cellules secourisme possédant un certificat de condition d'exercice (CCE) et désignent si nécessaire le jury d'examen.

2.2. Les acteurs internes au ministère de la défense.

Acteur de la sécurité civile et de la protection de la population, le ministère de la défense veille au concours des armées dans la lutte contre les risques pouvant toucher la population, les biens et l'environnement.

À ce titre, il veille à ce que la réglementation relative à la sécurité civile soit appliquée dans les armées en s'appuyant sur :

- la direction des ressources humaines de l'armée de terre qui est en charge de la planification et du suivi administratif des différentes actions de formation planifiées au niveau national [calendrier des actions de formation (CAF)] et de l'inscription des différents stagiaires des organismes de l'armée de terre à ces dernières ;
- l'équipe pédagogique nationale de l'armée de terre (EPN-AT) qui, habilitée par la DGSCGC, doit :
 - délivrer des CCE aux unités remplissant les conditions pour enseigner le secourisme ;
 - veiller à l'application des textes de lois civiles par la mise en place de textes spécifiques militaires concernant le secourisme ;
 - établir un rapport annuel sur l'enseignement du secourisme dans l'armée de terre qu'elle adresse à la DGSCGC ;
 - écrire les référentiels internes de formation et de certification ;
- le centre de formation opérationnelle santé (CeFOS) de l'école du Val-de-Grâce (EVDG), équipe pédagogique nationale, qui est habilité par arrêté du ministère de l'intérieur à assurer les formations de diverses unités d'enseignement de sécurité civile, forme et assure la formation continue de certains formateurs de secourisme des armées selon leurs besoins. Il délivre et met à jour les CCE et assure le suivi et le contrôle des cellules de secourisme sous sa tutelle directe ;
- les directions régionales du SSA ainsi que les CMA qui sont chargés du contrôle et du suivi de l'application des mesures inhérentes à la formation au secourisme. Le COMCMA désigne notamment le médecin référent des cellules de secourisme des unités.

2.3. L'organisme habilité.

On appelle organisme habilité une formation administrative de l'armée de terre possédant une cellule de formation au secourisme détentrice d'un CCE.

2.3.1. Le commandant de la formation administrative.

Il veille à l'application de la réglementation relative au secourisme au sein de son organisme.

Il signe les certificats de compétences et les procès-verbaux des formations réalisées par la cellule secourisme de l'organisme dont il est responsable.

2.3.2. Le bureau opérations instruction ou assimilé.

L'enseignement du secourisme est une activité d'instruction. À ce titre, il est placé sous la responsabilité du commandement.

Cet enseignement doit être intégré au cycle de préparation opérationnelle des unités.

2.3.3. La cellule secourisme.

Le chef de la cellule secourisme est responsable de la mise en application de la formation initiale et continue des personnels militaires et civils de la défense. Cette mise en application doit être conforme aux conditions d'exercice du CCE.

La cellule secourisme assure l'archivage des pièces administratives afférentes aux formations dispensées [procès verbal (PV), CCE, etc.] durant 30 ans.

Elle assure la veille des textes civils et militaires concernant le secourisme ainsi que le suivi des qualifications des personnels affectés à l'organisme (équipe pédagogique).

2.4. Le médecin référent de la cellule secourisme.

Il est désigné par le COMCMA au profit de la cellule secourisme des organismes qui lui sont affiliés.

Il assure le rôle de conseiller technique et veille à la conformité des gestes enseignés par les formateurs de secourisme.

2.5. Le chef de la cellule secourisme.

Il doit être titulaire du certificat de compétences de pédagogie appliquée à l'emploi de formateur de formateurs (PAE FDF), détenir l'unité de valeur de conception et encadrement d'une action de formation (CEAF) et satisfaire aux obligations de formation continue technique et pédagogique.

Il peut être détenteur d'un brevet national d'instructeur de secourisme (BNIS) sous condition d'être à jour de sa formation continue.

Il est chargé de :

- conseiller le commandant de la formation administrative de l'organisme habilité en matière de secourisme ;
- garantir l'application de la réglementation civile et militaire relative au secourisme ;
- d'être le point de contact privilégié au niveau de la préfecture dont il ressort et de l'EPN-AT ;

- d'organiser et de conduire les sessions de formations de formateurs [pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours (PAE FPS), pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques (PAE FPSC)] et des actions de formations continues associées.

2.6. Le formateur.

Il est chargé de la conduite de l'instruction en secourisme du personnel correspondant à ses qualifications. Il est placé sous la responsabilité du chef de cellule secourisme lorsqu'il concourt à une action de formation. De plus, il est responsable de la conformité de ses formations au regard des différents référentiels validés par la DGSCGC.

3. L'ENSEIGNEMENT DU SECOURISME DANS L'ARMÉE DE TERRE.

La dimension opérationnelle du secourisme enseigné au sein de l'armée de terre nécessite d'adjoindre au certificat de prévention et secours civique de niveau 1 (PSC 1), un module spécifique.

Ce module de secourisme militaire spécifique, appelé sauvetage au combat de premier niveau (SC 1), est placé sous les responsabilités technique du SSA et pédagogique de la cellule secourisme habilitée.

3.1. La formation de base du militaire.

Cette formation, constituée de deux volets, s'adresse à tous les militaires et concourt à la validation de leur préparation opérationnelle.

Volet 1 : le certificat de compétences de citoyen de sécurité civile - PSC 1.

Volet 2 : l'attestation de SC 1.

CATÉGORIE DE PERSONNEL.	TYPE DE FORMATION.	PÉRIODE DE FORMATION.	LIEU DE FORMATION.
Militaires du rang.	PSC 1.	Formation générale initiale (FGI).	Centre de formation initiale militaire.
	SC 1.	Avant formation technique de spécialité (F T S) au cours de période d'acculturation.	Cellule secourisme habilitée de la formation administrative d'emploi.
Sous-officiers.	PSC 1.	Formation initiale (FI).	École nationale des sous-officiers d'active.
	SC 1.	Formation de spécialité (FS).	École d'application ou formation administrative d'emploi.
Officiers.	PSC 1.	Formation initiale (FI).	Écoles de St Cyr-Coëtquidan.
	SC 1.	Formation de spécialité (FS).	École d'application ou formation administrative d'emploi.

3.2. Formations des spécialistes.

Elles s'adressent aux personnels intervenant seuls ou au sein d'équipes de premiers secours [auxiliaires sanitaires spécialisés, moniteurs de sport, opérateurs des premiers secours au combat (OPSC), etc.] et donnent lieu à la délivrance :

- du certificat de compétences de secouriste - premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1) ;
- du certificat de compétences d'équipier secouriste - premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2).

Une formation plus spécifique, réservée aux auxiliaires sanitaires de l'armée de terre et aux OPSC employés dans un contexte opérationnel, peut être suivie et donne lieu à la délivrance de l'attestation de sauvetage au

combat de niveau 2 (SC 2).

3.3. Formations complémentaires hors cursus.

À l'initiative des organismes habilités, et compte tenu de leurs intérêts dans l'organisation de la prise en charge des secours sur le terrain [besoin en brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA), en emplois spécifiques, etc.], des formations complémentaires type PSE peuvent être organisées.

Elles s'adressent à des personnels susceptibles d'intervenir au sein d'équipes de premiers secours et donnent lieu à la délivrance de certificats de compétences de secouristes - PSE 1 ou 2.

3.4. Formation continue.

La formation continue (FC), nécessaire à l'entretien de la pratique des gestes de premiers secours, est un volet obligatoire de l'enseignement du secourisme pour le SC 1, le PSE 1, le PSE 2, et est recommandée pour le PSC 1.

À cet effet, la cellule secourisme de l'organisme habilité veillera à ce que la FC du secourisme soit réalisée conformément à la réglementation en vigueur.

La FC doit être inscrite dans le livret d'instruction de l'intéressé et saisie dans le système d'information des ressources humaines (SIRH) CONCERTO.

4. SAUVETAGE AU COMBAT.

L'enseignement du sauvetage au combat dans l'armée de terre est une composante à part entière de la préparation opérationnelle.

La notion de sauvetage au combat est une nécessité absolue au regard des retours d'expériences liés aux interventions militaires sur les différents théâtres d'opérations.

Les gestes de secourisme constituent la première étape de la prise en charge d'un blessé de guerre. Ils doivent être adaptés au contexte dans lequel le militaire intervient afin de le rendre apte en vue d'une projection.

4.1. Filières de compétences techniques.

4.1.1. Sauvetage au combat de niveau 1.

Le SC 1 consiste en la réalisation des seuls gestes salvateurs compatibles avec l'exposition aux dangers de la situation de combat ou d'engagements opérationnels, notamment le danger majeur du feu ennemi. Il est à mettre en œuvre dès les premières minutes suivant la blessure, par tout militaire engagé proche de la victime ou par le blessé lui-même.

4.1.2. Sauvetage au combat de niveau 2.

Le SC 2 consiste en la réalisation de gestes complémentaires à ceux du SC 1, compatibles avec le contexte opérationnel. Il est à mettre en œuvre par un personnel ayant reçu une formation spécifique. Ce niveau est destiné aux auxiliaires sanitaires désignés conjointement par le commandant de la formation administrative et par le médecin chef en charge du soutien médical de ladite formation administrative ou aux militaires du rang ou sous-officiers de certaines unités de l'armée de terre désignés pour être OPSC.

4.2. Filières de compétences pédagogiques.

4.2.1. Formateur de sauvetage au combat de niveau 1.

Les formateurs au SC 1 (FSC 1) sont au minimum des formateurs PAE FPSC à jour de FC et sont membres de l'équipe pédagogique enregistrée par l'organisme habilité.

Ils sont instruits, contrôlés (formation sanctionnée par une attestation) par un médecin ou un infirmier, affectés dans le CMA auquel est rattachée la formation administrative d'emploi et habilités par le centre d'enseignement et de simulation à la médecine opérationnelle de l'EVDG (EVDG/CESimMO).

4.2.2. Formateur de sauvetage au combat de niveau 2.

La formation au SC 2 est sous la responsabilité exclusive du SSA.

Les médecins et infirmiers, formateurs initiaux, sont principalement affectés à l'EVDG/CeFOS. Les médecins et infirmiers des forces sont chargés de la FC au niveau des CMA.

4.3. Formation continue.

La FC, nécessaire à l'entretien des compétences, des gestes et des procédures concernant le sauvetage au combat, est une obligation.

Ces différentes filières techniques et pédagogiques nécessitent pour chacune d'elles, une FC spécifique : SC 1, SC 2 et FSC 1.

Les FC sont inscrites dans le livret d'instruction de l'intéressé et saisies dans le SIRH CONCERTO.

5. ORGANISATION ET GESTION DE LA CELLULE SECOURISME.

La cellule secourisme, après obtention de son CCE, peut dispenser des actions de formation.

5.1. Certificat de condition d'exercice.

Une demande annuelle détaillée des formations à dispenser doit être transmise par courriel à l'EPN-AT au plus tard le 31 décembre de l'année en cours pour l'année suivante afin que l'organisme soit habilité à enseigner.

Ce CCE mentionnera, après retour dans l'organisme, les formations que la cellule secourisme pourra dispenser.

Une copie de ce CCE sera transmise par la cellule secourisme, dès sa réception, à la préfecture [service interministériel de défense et protection civile (SIDPC)] pour information.

Un CCE temporaire peut être établi par l'EPN-AT afin de permettre à un organisme, dont l'équipe pédagogique est renforcée temporairement, de pouvoir diriger une (des) formation(s) spécifique(s). Il convient de faire la demande de renfort auprès de l'EPN-AT.

5.2. Fiche de présence.

Une fiche de présence journalière doit être signée par les participants à un stage ainsi que par le(s) formateur(s).

5.3. Procès-verbal de formation, décision du corps et saisie sur le système d'information des ressources humaines.

Un PV est établi à la fin de chaque formation. Il permet l'établissement de certificats de compétences et/ou d'attestations.

Il doit être signé *a minima* par le commandant de la formation administrative de l'organisme ainsi que le(s) formateur(s) encadrant la formation. Ce document devra être archivé pour une période de 30 ans.

Conformément à la gestion interne de chaque organisme, les formations sont validées par une décision du corps et saisies dans le SIRH CONCERTO.

Il sera fait mention du suivi et du recyclage du SC 1 sur le passeport de préparation opérationnelle individuel de chaque combattant (*item A* relatif au domaine de sécurité).

5.4. Établissement des certificats de compétences et/ou attestations de formation.

Ces derniers sont établis par la cellule secourisme et signés par les différents responsables habilités en fonction du type de formation.

Les trames des certificats de compétences, les attestations de formation continue ainsi que les attestations de formation de secourisme civil sont validées par la DGSCGC et fournies aux cellules secourisme par l'EPN-AT.

Afin de mettre à jour la base de données relative aux formateurs, la copie des certificats de compétences et des attestations de formation continue des membres de l'équipe pédagogique de la formation administrative d'appartenance doit être envoyée à la cellule habilitations de l'EPN-AT.

5.5. Bilan annuel d'activités des formations.

À la fin de chaque année calendaire, la cellule secourisme doit transmettre le bilan annuel des formations dispensées à la cellule habilitations de l'EPN-AT par courriel avant le 31 décembre de l'année en cours.

Ce bilan est transmis à la préfecture (SIDPC) et au CMA de rattachement pour information.

5.6. Livret de suivi de formation.

Le livret de suivi de formation est un outil de suivi et de gestion des formations de l'ensemble des personnels formés en secourisme (formations reçues et formations délivrées).

Il est renseigné par le responsable de la cellule secourisme. Il concerne en premier lieu l'ensemble des formateurs membres de l'équipe pédagogique.

5.7. Demande de dérogation de formation continue concernant un formateur.

La non-validation de la FC entraîne une incapacité temporaire à exercer les fonctions correspondantes. Toutefois, les personnes qui ne peuvent satisfaire à l'obligation annuelle de FC, pour une raison de force majeure, peuvent être autorisées à poursuivre leur activité [cas des militaires participant à une opération extérieure (OPEX)]. Il appartient au commandant de la formation administrative d'en faire la demande auprès du chef de l'EPN-AT.

6. DIRECTIVE ANNUELLE.

Une directive annuelle émise par l'EVDG/CeFOS détaille les programmes de formation ainsi que les modèles à utiliser par les cellules secourisme.

7. TEXTES ABROGÉS.

Sont abrogées :

- la circulaire n° 273959/DEF/RH-AT/SDFE/CF/SFD du 14 juillet 2010 relative à la formation technique du premier niveau du personnel non officier du domaine de spécialités « santé », nature de filière « administration générale du service de santé » ;
- la circulaire n° 273960/DEF/RH-AT/SDFE/CF/SFD du 14 juillet 2010 relative à la formation initiale et continue aux premiers secours dans l'armée de terre ;
- la circulaire n° 270493/DEF/RH-AT/SDFE/CF/SFD du 7 février 2012 relative à la formation de spécialité élémentaire des militaires du rang du domaine de spécialités santé ;
- la circulaire n° 270807/DEF/RH-AT/SDF du 17 mars 2014 relative à la formation technique du deuxième niveau des sous-officiers du domaine de spécialités « santé », nature de filière « administration générale du service de santé ».

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le colonel,
sous-directeur des études et de la politique,*

Christophe ABAD.

ANNEXE.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES FORMATIONS.

NOM DE LA FORMATION.	PRÉREQUIS.	DURÉE MINIMUM EN HEURES DE FACE À FACE PÉDAGOGIQUE.	PLAN DE FORMATION CONTINUE.	NOMBRE DE FORMATEURS/NOMBRE DE FORMÉS MAXIMUM.	DIPLÔMES MINIMUM REQUIS POUR LE FORMATEUR.	OBSERVATIONS.
PSC 1.	Non.	10.	Non.	1/10.	Pédagogie initiale et commune de formateur (PICF) + PAE FPSC.	
PSE 1.	PSC 1.	35.	Quinquennal.	1 + 1 formateur responsable pédagogique/8 personnels. 2 + 1 formateur responsable pédagogique/16 personnels. 3 + 1 formateur responsable pédagogique/24 personnels.	PICF + PAE FPS. CEAF pour le responsable pédagogique.	
PSE 2.	PSC 1 + PSE 1 sauf si formation concomitante et à jour de FC.	35.	Quinquennal.	1 + 1 formateur responsable pédagogique/8 personnels. 2 + 1 formateur responsable pédagogique/16 personnels. 3 + 1 formateur responsable pédagogique/24 personnels.	PICF + PAE FPS. CEAF pour le responsable pédagogique.	
SC 1.	PSC 1 + pathologies circonstancielles.		Annuel.	1/100.	PICF + SC1 + PAE FPSC + instruit et contrôlé par le CMA (formation sanctionnée par une attestation).	La formation aux pathologies circonstancielles d'une durée de 4 heures soumis à FC est sous la responsabilité du CMA.
SC 2.	SC 1, PSE 1, PSE 2 tous trois à jour de FC	67.	12 heures minimum par an.	1/50.	1 médecin [mise en condition de survie du	Ne se déroule qu'à l'EVDG/CeFOS ou

	+ module soutien santé opérationnel.				blessé de guerre (MCSBG)] ou 1 infirmier diplômé d'état (IDE) (MCSBG et PAE FPS).	au 4e régiment étranger (4e RE) pour les soldats servant à titre étranger.
PICF.	PSC 1.	28.	Non.	1 + 1 formateur responsable pédagogique/8 personnels. 2 + 1 formateur responsable pédagogique/16 personnels. 3 + 1 formateur responsable pédagogique/24 personnels.	PAE FPSC ou PAE FPS + PAE FDF + CEAF pour le responsable pédagogique.	La FC de la PICF est incluse dans la FC de la PAE FPSC ou PAE FPS.
PAE FPSC.	PSC 1 de moins de 3 ans + une formation en tant qu'assistant de formation.	50.	Quinquennal.	1 + 1 formateur responsable pédagogique/8 personnels. 2 + 1 formateur responsable pédagogique/16 personnels. 3 + 1 formateur responsable pédagogique/24 personnels.	PAE FPSC ou PAE FPS+ PAE FDF + CEAF pour le responsable pédagogique.	
PAE FPS.	PSE 1 + PSE 2 + PAE FPSC + PICF (tous à jour de formation continue).	70.	Quinquennal.	1 + 1 formateur responsable pédagogique/8 personnels. 2 + 1 formateur responsable pédagogique/16 personnels. 3 + 1 formateur responsable pédagogique/24 personnels.	PAE FPS + PAE FDF + CEAF pour le responsable pédagogique.	
PAE FDF et CEAF.	PSE 1 + PSE 2 + PICF + PAE FPSC + PAE FPS (tous à jour de formation continue) + encadrement de 6 sessions de PSC1 minimum sur les 3 dernières années + satisfaire aux tests d'entrée + 3 ans d'expérience en	55 et 40.	1 journée d'information par an.	1 + 1 formateur responsable pédagogique/8 personnels. 2 + 1 formateur responsable pédagogique/16 personnels.	PAE FPS + PAE FDF + CEAF pour le responsable pédagogique.	

	PAE FPSC.		3 + 1 formateur responsable pédagogique/24 personnels.		
--	-----------	--	---	--	--